

**AAINHES**

**Dîner-débat du 6 février 2007**

### **Antoine Sfeir et le Moyen-Orient en explosion**

Une gueule. Il a une gueule, et, en plus, il est même drôle, très souvent caustique. Tel est Antoine Sfeir que nous avons reçu pour un dîner débat, le 6 février 2007, sur le thème « Le Moyen-Orient en explosion. »

D'origine libanaise - chrétien maronite - il est plus publiciste que journaliste, Directeur des Cahiers de l'Orient, une revue qui domine le lot. officier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre du Mérite, travailleur acharné, omniprésent sur les ondes dès que quelque part un incendie s'allume en Asie Mineure, entre la méditerranée et les montagnes afghanes, Il se déclare non partisan des 35 heures. On peut le croire.

Cet élève des jésuites de Beyrouth se revendique furieusement français. Et il maîtrise parfaitement les civilisations méditerranéenne, l'européenne et ... la musulmane. Intarissable sur les religions du Proche-Orient.

Ses derniers livres :

*Vers l'Orient compliqué : les Américains et le monde arabe* (Bernard Grasset, 2006)

*Al Qaïda menace la France* (Le Cherche Midi, 2007).

Pour une fois, son thème ne relève pas du cliché journalistique, deux heures durant, il va tenter de nous expliquer l'inexplicable, avec en exergue cette citation du général De Gaulle : j'avance vers l'Orient compliqué avec des idées simples. Sfeir précise : j'appartiens à cette génération de Libanais qui sait de quoi on parle.

Question centrale : les relations franco-françaises sont-elles concernées par le Moyen-Orient ? Une réponse positive lui semble évidente si l'on observe de près la politique arabe de la France. ce Républicain citoyen, intellectuel actif, ne cesse d'arpenter le terrain dans le cadre du CERPO (Centre d'étude et de réflexion pour le Proche Orient) en vue d'exposer en Orient les positions de la France, de montrer que la laïcité est une passerelle, l'Islamisme un danger. Créer le dialogue, et, comme le souligne Christian Frémaux, s'enrichir en connaissant l'autre et ainsi avancer d'un petit pas vers le mieux.

Aujourd'hui, martèle Sfeir, on est en plein conflit, et pourtant tout n'est pas négatif. D'abord, au Proche-Orient, on a voté : en Palestine, en Irak, au Liban, et même en Arabie saoudite. Qui l'eut cru il y a quelques années ? Et pourtant on a voté.

Pour autant, est-on en démocratie au Proche Orient ? Suffit-il de voter pour être en démocratique, comme le proclament les Américains ? Rien n'est moins sûr, parce que sur le concept même de démocratie pèse une grande incertitude, même entre les Américains et les Européens. Nous avons face à face la da démocratie guidée par l'esprit communautaire chez les Américains, et la démocratie du vote individuel à l'Européenne.

On ne peut pas comprendre le sens des événements actuels si on ne saisit pas cette dimension.

Pourquoi, s'interroge Sfeir, les Américains ont-ils déplacé en Irak une si formidable armada, 160 000 hommes et un matériel d'une puissance inégalée ? Leur réponse est simple : pour apporter la démocratie, pour bâtir un nouveau Moyen-Orient.

Malgré 3000 soldats tués en quatre ans, les Etats-Unis ne sont-ils pas en train de réussir ? De permettre à chaque communauté d'occuper son espace en Irak ?

Nous ne comprenons pas parce que nous sommes totalement éloignés de cette idéologie. Quand à partir de 1916 et surtout après la Première Guerre mondiale la France et le Royaume-Uni se sont installés dans cette zone entre Méditerranée et Empire perse, leurs responsables politiques n'avaient qu'une seule idée : construire là-bas des Etat-Nation sur le modèle européen, des Etats laïcs. Mais déjà les deux protagonistes s'éloignaient l'un de l'autre : tandis que la Grande Bretagne s'intéressait surtout au pétrole – et, ce que ne dit pas Sfeir, à la garantie de la route des Indes – alors que la France entendait avant tout exporter ses idées : liberté – individuelle s'entend -, égalité, fraternité, laïcité.

« Le comble, lance l'orateur un tantinet railleur, est que ça a marché. Du moins jusqu'aux indépendances. »

La modernité semblait installée, en Irak, en Syrie, en Egypte.

### **La montée en puissance de l'Ouma**

Mais face à cette modernité subsistait l'Ouma, la communauté religieuse musulmane. L'Ouma sans frontières portée par l'Arabie saoudite qui a entraîné toute la région dans la régression que nous connaissons aujourd'hui.

Les Américains, soutient Antoine Sfeir, sont les principaux responsables de cette situation. Alors que jusqu'à la Deuxième guerre mondiale ils étaient pratiquement absents du paysage – sauf en Iran – toujours à cause du pétrole, à partir de 1945 ils ont commencé à regarder de plus près. Dès 1945, rappelle-t-il, Franklin D. Roosevelt a offert une gigantesque prime à son hôte le roi Ibn Seoud en concluant un traité fondamental d'une durée de 60 ans : pétrole contre parapluie stratégique.

Les Américains ne sont vraiment sortis de leurs gonds qu'en 1962, lorsque le Premier ministre iranien a décidé de nationaliser le pétrole.

Le processus d'installation des Américains dans une position de plus en plus prééminente était engagé. Ils ne sont plus jamais revenus en arrière. Au contraire, lors de la crise de Suez en 1956, ils ont diabolisé Nasser, et entraîne les Britanniques et les Français dans l'alliance avec l'Arabie saoudite.

L'expansion de la religiosité musulmane au Proche-Orient s'enracine A ce niveau. Jusqu'alors, les mosquées étaient de véritables espaces de liberté politique. elles vont être confisqués par un fondamentalisme représentant le pire de l'Islam. Le roi Fayçal prend alors la tête de la Ligue arabe, qui se veut surtout une Ligue islamique mondiale. Le tout avec la bénédiction des Américains.

Pour les Etats-Unis, nous explique Sfeir, en particulier face à la menace soviétique qui s'appuie sur les nouveaux Etat-Nation, la sécurité des voies d'acheminement du pétrole devient l'impératif catégorique. Pour l'assurer la diplomatie américaine développe au Moyen-Orient une stratégie fondée sur un double pilier : l'Arabie saoudite d'une part, Israël de l'autre. De la Guerre des Six jours en 1967 à la Guerre du Golfe en 1991, la poussée américaine apparaît constante. L'émergence de la Nation arabe et la gauche nassérienne vont être éradiquées par l'instrumentalisation d'une alliance en apparence contre nature entre les dictatures et l'Islam radical.

En 1967, la victoire militaire israélienne lors de la guerre des Six Jours, permet le premier ancrage stratégique américain dans la région avec l'éviction de l'influence politique française.

En 1973, la guerre du Kippour marque l'entrée définitive des États-Unis au Proche Orient. Henry Kissinger préfère traiter avec les Etat-Nation afin de casser l'unité

arabe et d'instrumentaliser dès 1974 les fondamentalistes islamistes comme barrage contre l'Union Soviétique. Dès lors, la Maison Blanche s'impose avec toujours plus de force. Il n'est pas un hasard si les négociations entre Arabes et Israéliens sont menées sous l'égide du Président Carter, pour aboutir aux accords de Camp David en septembre 1978. Au terme de cette négociation le Président égyptien Anwar al Sadate serre la main du Premier Ministre israélien Menahem Begin, l'Égypte est le premier État arabe à reconnaître Israël.

Cet accord a un prix, le même qu'entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis en 1945 : l'Amérique affirme sa place primordiale en contrepartie du parapluie sécuritaire accordé aux États modérés de la région. Le monde arabe organisé autour d'États laïques tel que l'avait imaginé l'Union soviétique éclate, la Ligue arabe hier efficace sur le terrain comme médiateur perd une grande partie de son rôle. Sous l'égide des États-Unis, les puissances militaires régionales sont désormais l'Arabie saoudite et Israël. Qu'il s'agisse du Yémen, de l'Algérie, de la Syrie ou de l'Irak, tout régime hostile à ce nouvel ordre doit être déstabilisé, renversé ou mis au pas. L'Amérique doit devenir l'interlocuteur incontournable dans tous les conflits. Présents ou à venir.

### **La révolution « néo-cons », la culture communautariste américaine à l'aise au Proche-Orient**

A ce propos, souligne Sfeir, on doit rappeler que la culture américaine est beaucoup moins éloignée du système proche-oriental qu'on ne l'imagine en Europe. Les Européens considèrent que la Démocratie c'est le vote individuel de citoyens qui se prononcent pour tel ou tel projet de société.

Il n'en va de même outre Atlantique. Les États-Unis sont nés de l'installation loin de leurs bases historiques de sectes religieuses européennes qui au cours des siècles ont structuré de façon décisive la Nation américaine. Celle-ci est organisée autour du principe fondamental de la communauté : communauté religieuse, communauté raciale, communauté linguistique et tant d'autres. La Démocratie se traduit par le vote des communautés. Le pluricommunautarisme qui prévaut par exemple au Liban, constitué par la volonté du mandataire français de dix sept entités nationalo-religieuse, n'a pas de quoi choquer les Américains. Même si cette mosaïque doit se payer d'une interminable guerre civile de huit ans, à partir de 1983. L'Irak tel qu'il évolue aujourd'hui vers un état fédéral établi sur la base du communautarisme religieux – les Chiïtes et les Sunnites – ou ethnique – les Kurdes et les Arabes – s'inscrit dans cette philosophie. Bagdad centre est une ville sunnite enfermée dans une périphérie chiïte.

« En fait, souligne Sfeir, le nouveau Proche-Orient ressemble de plus en plus à l'Empire Ottoman, qui n'était qu'un assemblage assez lâche de peuples dotés d'une grande autonomie sous la fêrule lointaine de la Sublime Porte.

En outre, les Américains ont été ramenés sur la voie de la religiosité par le Président démocrate Jimmy Carter, un baptiste militant, et le néo conservatisme des « Born again<sup>1</sup> ».

Sfeir soutient que les néo conservateurs se sont imposés à la Maison Blanche en 1980 au prix d'un véritable coup d'État avec pour conséquence la nécessité d'étaler la puissance pour que le reste du monde comprenne. Il rapporte la teneur d'un long monologue que lui a tenu durant trois heures John Ashcroft, ministre de la Justice de Georges W. Bush, un monologue qui se réduit en quelques mots :

---

<sup>1</sup> Littéralement : rené à la religion.

« Dieu nous a envoyé la souffrance, et la puissance. Nous sommes le nouveau peuple, nous sommes la vérité du nouveau peuple élu ».

L'orateur observe que c'est la même inspiration que les ultra fondamentalistes musulmans qui forment le cortège de Ben Laden.

Forte de la reconquête d'une partie du Proche-Orient, la diplomatie américaine ne voit pas vraiment d'un mauvais œil la guerre sans merci entre l'Irak et l'Iran qui éclate en 1983, 1 million de morts de part et d'autre en huit ans, dans la mesure où elle affaiblit les deux principaux acteurs de la région. Quitte à donner des coups de pouce à droite ou à gauche pour attiser la braise.

Sfeir rappelle avec malice une déclaration de Donald Rumsfeld en 1983 : « nous avons trouvé en l'Irak un ami fidèle ». L'orateur suggère que les Etats-Unis n'ont pas joué les arbitres, mais les boute-feu.

La guerre menée en 1991 par la « coalition occidentale » qui a réuni 29 pays dont de nombreux pays musulmans contre l'Irak place un point d'orgue dans cette évolution. La victoire provoque un éclatement total du monde arabe ainsi celui de la parité stratégique en faveur de l'État d'Israël qui domine la région tant militairement qu'économiquement. Actuellement, plus aucun pays arabe n'est réellement représenté par son peuple. Aucune des puissances régionales (Iran, Israël, Turquie) n'est arabe !

Et l'orateur de s'interroger : l'éclatement des Etats nations proche orientaux n'est-il pas voulu par les Américains ? N'est-il pas beaucoup plus simple de faire vivre chaque communauté (Sunnites, Chiites, Kurdes...) en circuit fermé ?

A l'occasion d'une question de notre ami Michel Fleury à propos du nouveau Kurdistan, qui pourrait être considéré comme un facteur d'instabilité, Antoine Sfeir nous donne quelques précisions. Créé lors des du traité de Sèvres en 1920, puis écarté par le traité de Lausanne en 1923, par la volonté de l'Union soviétique, le Kurdistan s'est vu dénier son droit sur sa propre terre. Aujourd'hui, structuré en deux provinces depuis les accords du 16 janvier 2006, la partie irakienne présidée par Jalal Talabani présente les caractéristiques d'un véritable État en devenir : langue spécifique, culture originale, patrimoine artistique, domaine terrestre. En voie de stabilisation cet embryon d'État constitue un véritable pôle d'attraction pour les populations kurdes environnantes, notamment de Turquie et d'Iran. Le problème est le contrôle de Mossoul et Kirkouk, les principales agglomérations, restées en dehors de l'accord de 2006, et surtout des importants champs de pétrole présents sur le territoire.

### **Le futur ami... iranien**

Nous recommandant de nous défier de l'apparence, Sfeir soutient que les Américains ne sont pas véritablement embourbés en Irak : de nombreuses régions sont pacifiées ou sécurisées, le nombre de morts – un peu plus de trois mille – sur cinq ans est sans commune mesure avec les pertes encaissées au Vietnam.

Selon l'orateur, le vrai problème est de savoir quel sera le principal soutien des Etats-Unis au Proche-Orient au cours des prochaines années. A la stupéfaction des auditeurs, et même face à leur scepticisme, il affirme que les Iraniens seront les prochains alliés.

Antoine Sfeir prend un pari : dans les cinq ans à venir, l'Iran sera le troisième pays allié des États-Unis au Proche Orient avec Israël et la Turquie ! En apparence, on n'en prend pas le chemin, on a l'impression que, au contraire, l'Iran est le Grand Satan. En Europe, on est convaincu que l'Iran des ayatollahs est incompatible avec la démocratie. Or, affirme Sfeir, c'est contraire avec la réalité du chiisme, branche en pleine évolution doctrinale et politique de l'Islam, face au Wahhabisme saoudien figé. Les structures

même du chiisme sont démocratiques, les imams sont élus. Ils sont les guides de la communauté, mais ils ne sont pas coincés dans le refus de toute interprétation doctrinale nouvelle. L'avis du Fak'r, le jurisconsulte, est primordial.

Il suggère que l'influence nouvelle des chiïtes dans l'arc allant de l'Iran au Hamas palestinien, en passant par le chiisme irakien – le plus productif – et la Syrie serait plutôt un facteur de progrès. Pour Sfeir, il est clair que l'Islamisme radical, le Salafisme, est autrement plus dangereux que l'Iran.

Et La bombe ? Les projets d'armement nucléaire de l'Iran ? N'est-ce pas la grande menace ? C'est probable, les Iraniens ne cessent de répéter qu'ils veulent être traités en... Perses, c'est-à-dire comme une puissance régionale respectable. Dont les objectifs stratégiques pourraient bien coïncider avec ceux des Etats-Unis. L'intérêt de la Maison Blanche n'est-il surtout pas d'assurer la stabilité dans le région ? Avec l'appui des Iraniens ?

### **La demande de France**

Et la France, quelle peut-être sa place sur l'échiquier oriental ? Pour Sfeir, la puissance de la France n'est pas le reflet de la réalité, qui est modeste, mais de l'idée que l'on en a. Pour l'orateur, plus Français que Français, la France doit porter le projet de transmission des connaissances, elle doit produire des francophones à la chaîne, le français est avant tout une langue de formation et de culture, indispensable pour « fabriquer de la démocratie ». Une démocratie sans communautarisme, fraternelle, laïque.

Ce sera la conclusion de Sfeir, en forme de profession de foi.